



PAROLE
AUX ÉLUS

Elus de l'opposition

En politique, les 100 premiers jours d'un mandat sont le temps considéré comme nécessaire et suffisant pour imprimer sa marque, pour lancer une dynamique. En clair, c'est le premier cap d'une orientation politique. Dans ce cadre, la première mesure symbolique prise par le nouveau Maire ne laisse rien présager de bon. Alors qu'en 2020 la première décision que nous avions prise a été d'augmenter de 15 % les crédits alloués aux écoles, le nouveau Maire a fait le choix d'annoncer, par l'intermédiaire de ses adjoints, la suppression des jardins du Becquet ; à chacun ses priorités ! Cette décision injuste laisse de nombreux jardiniers dans un désarroi absolu et correspond à une pratique politique d'un autre temps. Une pratique qui est en totale contradiction avec le discours tenu et la ligne officiellement portée par la majorité actuelle d'écoute et de concertation avec la population. Ce décalage entre les discours et les actes décrédibilise la parole publique. A l'heure où la défiance vis-à-vis des politiques se fait de plus en plus criante, nous croyons en la politique par la preuve et à la transparence du débat public, d'où notre leitmotiv : faire ce que l'on a dit ; dire ce que l'on a fait. Force est de constater que la majorité s'inscrit dans un tout autre schéma. Espérons qu'il n'y aura pas d'autres surprises de ce genre...

Dans un tout autre registre mais non des moindres, nous tenons à apporter notre soutien aux salariés de Coop Normandie Picardie qui s'est fait exclure du groupement U. En effet, le magasin U Express risque de fermer ses portes d'ici la fin du mois de septembre. Ce serait un coup tonnerre pour les salariés, pour le commerce local et pour tous les clients attachés à ce commerce de proximité. Dans le contexte actuel, le tissu commercial reste fragile et doit être préservé car c'est l'attractivité de notre ville qui en dépend. Aussi, nous saluons l'initiative prise par quelques parlementaires afin d'alerter les autorités compétentes sur la situation de la coopérative. Sans préjuger de l'avenir, il est nécessaire qu'une solution soit trouvée dans l'intérêt des salariés. Par ailleurs, les dégradations commises sur les vitrines de plusieurs commerces début juin créent un climat anxiogène qui tend à affaiblir l'essor de l'activité commerciale. Espérons que les responsables seront retrouvés et répondront de leurs actes devant la justice.

**Christine Déchamps, Kamel Belghachem,
Fabienne Mandeville, Franck Lemaître.**